



PRÉFET DE L'ISÈRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Affaire suivie par : Michaël NATAF
Unité Départementale de l'Isère
Pôle Risques Technologiques
Tel : 04 76 63 34 10:
Courriel : michael.nataf@developpement-durable.gouv.fr

Grenoble, le 10 mars 2021

N. Ref : 2021 – Is 065RT

OBJET : *Visite d'inspection du 26 novembre 2020*

Monsieur le directeur,

L'inspection des installations classées a réalisé le 25 novembre 2020, une visite d'inspection de votre établissement situé sur les communes de Roussillon, du Péage de Roussillon et de Salaise-sur-Sanne. Cette visite d'inspection portait sur plusieurs sujets relatifs aux rejets dans l'air de vos installations : arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 juillet 2018, récolement de l'inspection du 16 novembre 2018 et mesures temporaires de réduction des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution.

En application de l'article L.514-5 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-jointe une copie du rapport que je transmets à Monsieur le préfet du département de l'Isère.

Je vous informe que je propose au préfet de l'Isère un arrêté préfectoral complémentaire qui vous prescrit de :

- limiter l'utilisation de la chaudière n°3 à 500 heures par année calendaire ;
- privilégier, lorsque les besoins en vapeur de la plateforme le permettent, les installations au gaz pour limiter l'usage des chaudières n°3 et n°6 au charbon au strict nécessaire.
- notifier au préfet la cessation de l'activité de combustion du charbon dans les chaudières n° 3 et n°6 au plus tard le 1er janvier 2022, au titre de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Conformément aux articles R. 181-45 et L. 514-5 du code de l'environnement, je vous invite à adresser à monsieur le préfet de l'Isère (DDPP, Service protection de l'environnement, 22 avenue doyen Louis Weil CS6 - 38028 GRENOBLE Cedex), dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du présent courrier, les observations qu'appelle de votre part ce projet d'arrêté au titre de la procédure contradictoire préalable.

Je vous saurais gré de bien vouloir me tenir informé, dans un délai maximum d'un mois, des suites que vous donnerez à cette visite d'inspection en fournissant un plan d'action visant à répondre aux non-conformités et aux observations formulées. Ce plan d'action devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement

Copies : MNa, chrono RT, PRICAE
OSIRIS : M. Kress

**Monsieur le directeur
OSIRIS GIE
Plate-forme chimique de Roussillon
Rue Gaston Monmousseau - CS50032
38150 SAINT MAURICE L'EXIL CEDEX**